



GROUPE FRONT DE GAUCHE
PCF - PG - Ensemble - R&S

Le 24 décembre 2015

D é c l a r a t i o n d e C é l i n e M A L A I S E P r é s i d e n t e d e g r o u p e

Déchéance de la nationalité : tout doit être fait pour empêcher cette forfaiture.

Lors du Conseil des ministres du 23 décembre, François Hollande et Manuel Valls ont confirmé leur intention d'introduire dans la constitution la déchéance pour les binationaux nés français reconnus coupables de crime constituant une atteinte grave à la vie de la Nation. Reprenant ainsi une proposition du FN, l'exécutif rompt toutes les amarres avec le mandat pour lequel il a été élu et avec la gauche, ses valeurs et son histoire.

Une ligne rouge est en passe d'être franchie.

A gauche, chez les écologistes, dans le mouvement social, syndical, associatif, un sursaut est nécessaire. Nous devons sortir du somnambulisme prolongé dans lequel nous sommes plongés et avoir en tête les propos de Gramsci : "*l'hégémonie idéologique et culturelle précède la victoire politique*".

Comment laisser penser à des millions de nos concitoyens binationaux qu'ils ne sont pas des Français comme les autres ?

Comment laisser penser que le débat pour assurer le droit légitime à la sûreté face au terrorisme est intrinsèquement lié à la binationalité ?

Comment laisser penser que la République ne serait plus une et indivisible et qu'elle n'assurerait plus l'égalité de tous les citoyens sans distinction d'origine ?

Comment laisser se développer la création d'outils constitutionnels qui pourront être utilisés par ceux qui veulent saper la République ?

Comment laisser ébranler notre pacte républicain qui s'est établi au cours de notre Histoire sur le socle des idées des Lumières et des principes issus de la Révolution française.

La modification constitutionnelle proposée par Hollande et Valls est la négation même de ce qui est l'essence de la République et de la France.

Le mouvement progressiste est à la croisée des chemins. **Nous devons faire bloc pour que les parlementaires repoussent cette proposition.** Nous devons stopper cet engrenage mortifère pour la démocratie et la République.

Cette rupture morale qui brise ce qui était commun va bien au-delà des désaccords que nous avons jusqu'à maintenant avec l'exécutif sur la politique économique et sociale. Elle nous oblige à reconstruire et à reprendre le chemin du progrès social et démocratique en portant haut les valeurs de la gauche.

Dans l'immédiat, tout doit être fait pour empêcher cette forfaiture. **A l'échelle de la région Ile-de-France, je prendrai dans les prochains jours en tant que présidente du groupe Front de gauche, des initiatives pour permettre que s'exprime en commun le refus d'un maximum de conseillers régionaux de gauche et écologistes.**

Contact : KARINE BRISHOUAL / 07 60 03 71 73 / karine.brishoual@iledefrance.fr